

Rennes le 31 mars 2006

## INVITATION

Bonjour,

La situation des services publics est aujourd'hui à la croisée des chemins. Il n'est pas de jour où des annonces de suppressions de services ne fassent la une de l'actualité de nos communes, de nos administrations et de nos services ou entreprises ayant délégation de service public. (bureau de postes, agences EDF/GDF, classes ou écoles entières, perceptions, hôpitaux,...).

A ce phénomène se rajoute une réduction quantitative et qualitative de l'exercice des missions de services publics.

La politique gouvernementale en la matière est toute entière orientée par une cohérence de rentabilité et d'efficacité marchande à court terme.

L'ouverture à la concurrence de pans entiers de notre économie nationale obère encore plus la capacité de l'Etat, des entreprises nationales et de l'ensemble des services publics à remplir correctement leurs missions.

Ce sont les principes fondateurs actés par le Conseil National de la Résistance qui sont aujourd'hui remis en cause :

**Le principe d'égalité** : accessibilité (maillage territorial, niveau de service public, gratuité ou juste péréquation tarifaire) ;

**Le principe de continuité** : service assuré en permanence sur l'ensemble du territoire ;

**Le principe d'adaptabilité** : les besoins, les techniques, les territoires évoluent. Les services publics doivent en tenir compte ;

**Le principe de solidarité** : issu de la redistribution des richesses, il doit garantir le financement de services publics, soit par l'impôt redistributif, soit par les cotisations ou autre redevance.

In fine, ce sont les contribuables, les administrés, les usagers et les salariés des services publics qui font les frais de cette politique.

Chacun à son niveau, syndicats de salariés, élus des communes, associations citoyennes et partis politiques, luttons de notre côté contre les effets néfastes des choix gouvernementaux.

Il est plus que temps de construire les convergences nécessaires pour gagner en efficacité

dans nos combats aujourd'hui dispersés.

Les revendications des salariés des services publics et de la fonction publique rencontrent les aspirations des usagers ainsi que les revendications des élus sur bien des points.

Dans de nombreux départements se sont constitués des collectifs unitaires de défense et de développement des services publics.

A l'origine de plusieurs manifestations en 2005 (Guéret en mars , Le Faouët en mai et Paris le 19 novembre avec plus de 30 000 manifestants), ces collectifs ont décidé de se constituer en fédération les 28 et 29 janvier dernier à Lorient.

Cette fédération qui a pris le nom de CONVERGENCES soumet plusieurs propositions que nous vous proposons de débattre.

La première est l'élaboration d'un manifeste soumis à la discussion pour publication d'ici l'automne. Ce texte est amendable et vous pouvez le trouver sur le site de la fédération : v-s-p.org .

La seconde proposition est une initiative nationale d'actions décentralisées autour de la défense et du développement de services publics le samedi 10 juin prochain.

A cet effet, nous vous invitons à une réunion unitaire le

**Mercredi 19 avril 2006 à 17h  
à l'OSCR ,  
MAISON DU CHAMP DE MARS  
Cours des alliés à Rennes**

Cette invitation a été envoyée à tous les maires du département d'Ille et Vilaine,

aux syndicats

Aux partis politiques

Aux associations : ATTAC 35 , collectif pour une Europe sociale, solidaire et démocratique, MNCP, Mix-cité

Pour confirmer votre venue :

[bernard.delabrosse@RTE-France.Com](mailto:bernard.delabrosse@RTE-France.Com)

[pascal.franchet@dgi.finances.gouv.fr](mailto:pascal.franchet@dgi.finances.gouv.fr)

téléphone : 06 60 32 76 09

téléphone : 06 60 13 99 08